

CDEN CARTE SCOLAIRE : déclaration.



Madame la Préfète, M. le Directeur Académique, Mme La Vice-Présidente, Mmes et Ms les membres du CDEN

L'annonce a été soudaine et très surprenante : suite à des prévisions de croissance revues à la baisse par les institutions internationales, le gouvernement a mis en œuvre de manière très rapide une économie de 10 milliards d'euros sur 2024.

L'UNSA Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation, 904,2 millions d'euros pour l'Enseignement supérieur et la Recherche et 180 millions d'euros pour le sport, la jeunesse et la vie associative. Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un tel message de coupes budgétaires importantes ?

De plus, le ministre de l'économie annonce des suppressions de postes dans l'éducation quelques semaines après l'annonce de créations pour permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale...devenu depuis chef du gouvernement. On s'y perd.

C'est un signal négatif pour l'École, l'enseignement supérieur et la Recherche alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants.

Un signal négatif pour les étudiants-es, qui va décourager celles et ceux qui pourraient se tourner vers les métiers de l'éducation, de la formation, de la Recherche, de la jeunesse et des sports.

Pour l'UNSA Éducation, avec ces coupes budgétaires, le gouvernement renonce dans les faits à une mise en place réelle des mesures du « choc des savoirs » à la rentrée prochaine et doit l'annoncer sans délai, sous peine de décrédibiliser l'action publique et la parole politique.

Rien ne va plus dans la Maison Education Nationale, le projet conservateur et rétrograde de Gabriel Attal en est la parfaite illustration : « le choc des savoirs » qui renonce à l'ambition de démocratisation de l'Ecole. C'est le sens de la mobilisation des personnels de direction hier matin devant le Rectorat à l'appel du SNPDEN Unsa.

Ce projet vient mettre tout le système en tension car rien n'est pensé avec le terrain, les moyens octroyés une fois de plus ne sont pas suffisants ! Alors est-ce bien le moment quand on connaît les problématiques de notre métier : manque de considération, rémunérations insuffisantes, conditions d'exercice dégradées avec des élèves qui restent sur le bord de la route faute de places dans des structures adaptées (Ulis, Ime...). Des personnels de plus en plus en souffrance, avec des ruptures conventionnelles, des démissions, des congés maladie qui ne cessent d'augmenter.

L'UNSA Éducation dénonce également la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire. L'UNSA Éducation questionne la politique court-termiste d'un gouvernement – « excel » qui regarde l'éducation, la formation, la recherche, la jeunesse et les sports par le petit bout de la lorgnette, là où les transitions de notre société nécessitent des choix forts, des investissements lourds et des choix politiques durables.

L'école va mal et la carte scolaire qui s'annonce ne va malheureusement pas la soigner. Oui, la Charente est épargnée avec une suppression de 14 postes. Oui, la Charente perd chaque année des élèves et les prévisions ne sont guère optimistes. Mais M. le Directeur Académique, il serait opportun de faire remonter toutes les souffrances que ce soit celles des élèves comme des personnels. Des élèves de plus en plus difficiles, que l'on peine à accompagner faute d'encadrement suffisant en personnel Rased, psy, Cmp, orthophonistes...pour l'Unsa Education, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'école inclusive et de se donner les moyens de répondre efficacement aux besoins immédiats. L'Ecole inclusive, enjeu majeur de l'Ecole, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'Education tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant

Alors, oui les taux d'encadrement baissent mais c'est l'une des conditions qui font tenir nos collègues : moins d'élèves dans une classe permet tout de même un meilleur accompagnement de tous, tant on sait les problématiques d'une classe.

Même si le dialogue est ouvert, nous ne pouvons nous satisfaire de la carte scolaire que ce soit pour le premier comme le second degré !

Comme vous le savez M. le Directeur académique l'UNSA EDUCATION n'est pas favorable aux classes uniques, avec parfois 4 ou 5 niveaux ! Nous pourrions faire de l'humour et se féliciter en disant que c'est en adéquation avec la vision rétrograde de notre premier ministre ! La politique éducative et les restructurations des établissements scolaires mais

également des structures éducatives dans ces territoires ne peut se passer de l'expertise de l'Education Nationale et du soutien financier de l'Etat.

Les moyens dans les territoires ruraux sont essentiels pour accompagner les élèves les plus fragiles et cela passe également par des moyens en personnels médico-sociaux. Dans l'immédiat, à défaut de moyens adaptés et d'une réflexion collective, la carte scolaire générera encore plus d'inégalités.

Plus sérieusement, commençons par nous pencher sur ses lieux de vie d'un autre temps, mutualisons les moyens, les structures, les personnels et rendons nos collègues mieux armés pour combattre la cruelle réalité de tous les jours.

Déshabiller Paul pour habiller Jacques voilà le triste constat que nous faisons et nous vous faisons l'économie d'une analyse de la carte scolaire du second degré, qui elle est encore bien plus dramatique !

L'actualité récente dans les lycées de notre département nous rappelle l'urgence de renforcer la sécurisation des établissements notamment les plus grands. Rendre étanches ces établissements, n'est ni imaginable ni souhaitable, la solution est dans le renfort en moyens humains.

Les choix budgétaires annoncés par le Ministre lors du CSAMEN du 21 décembre et qui se décline par une dotation négative ne permettront pas la création de groupes de niveaux, auxquels nous ne sommes opposés car, comme le montrent les études sociologiques et en science de l'Education, c'est au contraire l'hétérogénéité et la mixité sociale qui sont nécessaires.

Pourquoi nos dirigeants actuels sont-ils dans l'incapacité d'identifier des besoins au regard des résultats des enseignements qui auraient dus être tirés des dernières études Pisa ?

Au lieu de penser mixité, vivre ensemble, formation continue, expertise, travail collectif, on choisit de trier, enjoindre culpabiliser et affaiblir !

L'UNSA EDUCATION combattra ces projets délétères pour la réussite de nos élèves et la cohésion sociale, et bougera les lignes autant qu'elle le pourra.

Nous vous remercions pour votre attention.